



MAIRIE D'ALBI (TARN)

**16 RUE DE L'HÔTEL DE VILLE – SERVICE COMMANDE PUBLIQUE -
81023 ALBI CEDEX 9 – FRANCE**

DOSSIER DE CONSULTATION – MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

LA CONSULTATION CONCERNE LE MARCHÉ CORRESPONDANT AU C.C.A.P PORTANT LE
N°MAPA24TXB016

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Travaux de réaménagement de la dalle du square Bonaparte
et déconstruction du centre social de Cantepau à Albi**

La date limite de réception des plis est fixée au :

Vendredi 31 mai 2024 à 12 heures 00

Table des matières

1 - NATURE ET OBJET DU MARCHÉ.....	3
2 - CONDITIONS ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
3 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.....	5
5 - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DU COCONTRACTANT.....	6
6 - CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	6
7 - DOSSIER DE LA CONSULTATION - CAUTIONNEMENT.....	8
8 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	8
8.1 – Variantes.....	8
8.2 – Prestations supplémentaires éventuelles.....	8
9 - DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	8
10 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	8
11 - GROUPEMENT DES OFFRES.....	9
12 - SOUS-TRAITANCE.....	9
13 - DURÉE DU MARCHÉ.....	10
14 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	10
15 - PRIX DU MARCHÉ ET MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION.....	10
16 - TRANSMISSION DES OFFRES - PIÈCES ET DOCUMENTS À PRODUIRE PAR LES CANDIDATS.....	10
17 - CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES.....	14
18 - UNITÉ MONÉTAIRE.....	15
19 - MODE ET DÉLAI DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	15
20 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	15

1 - Nature et objet du marché

La présente consultation a pour objet les **travaux de réaménagement de la dalle du square Bonaparte et déconstruction du centre social de Cantepau à Albi**.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

2 - Conditions et étendue de la consultation

La présente consultation est lancée sous forme de **mise en concurrence à procédure adaptée** en application des dispositions des articles L2123-1 et R2123-7 du code de la commande publique (CCP).

La collectivité se réserve la possibilité de négocier lot par lot tant sur la technique que sur le prix, avec tous les candidats ayant remis une offre recevable.

En application de l'article R2123-5 du CCP, le marché est susceptible, pour chacun des lots, d'être attribué sans négociation sur la base des offres initiales remises par les candidats.

Une visite des lieux est obligatoire pour tous les lots.

Les candidats devront obligatoirement prendre rendez-vous auprès de M Julien PINARD au 05 63 49 13 04 ou au service bâtiment et performance énergétique au 05 63 49 12 90 ou par mail julien.pinard@mairie-albi.fr

Ces visites seront organisées Square Bonaparte aux dates suivantes après inscription préalable obligatoire des candidats dans les conditions visées ci-dessus :

- Le jeudi 16 mai 2024 à 14 h 00
- Le jeudi 23 mai 2024 à 14 h 00

Et si nécessaire, à discrétion de la collectivité, en fonction du nombre de candidats potentiels, une visite supplémentaire pourrait être organisée à une autre date qui serait alors communiquée à l'ensemble des entreprises qui se seraient inscrites sur cette consultation lors du téléchargement des pièces du DCE.

A l'issue de sa visite, les soumissionnaires devront faire viser l'attestation de visite jointe au présent RC.

Toute candidature non accompagnée de cette attestation de visite signée ne sera pas admise.

Insertion par l'activité économique

Cette opération bénéficie d'un financement ANRU.

En application de l'article R2111-10 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social.

Afin de promouvoir l'emploi des personnes en insertion et la lutte contre le chômage, un nombre d'heures de travail pour l'exécution des prestations est réservé à l'insertion : **665 heures**

Ces heures sont réparties au sein des différents lots comme suit:

• LOT 01 DÉMOLITIONS :	70 h
• LOT 02 GROS OEUVRE – FAÇADES :	70 h
• LOT 03 ÉTANCHÉITÉ – REVÊTEMENT DE SOLS EXTÉRIEURS :	385 h
• LOT 04 SERRURERIE	0 h
• LOT 05 MENUISERIES EXTÉRIEURES :	0 h
• LOT 06 ÉLECTRICITÉ :	0 h
• LOT 07 PLOMBERIE – VENTILATION – CHAUFFAGE :	0 h
• LOT 08 AMÉNAGEMENT DE LA DALLE :	140 h

Pour respecter cette condition, le titulaire pourra soit directement recruter des personnes en situation d'insertion, soit faire appel à une structure d'insertion.

- Les publics visés :

Dans le cadre de l'ANRU, il est impératif que ces mesures touchent des habitants de quartiers prioritaires de la politique de la ville.

A titre d'information, pour le département du Tarn, les quartiers concernés se situent à :

- Ville d'ALBI : Cantepau / Lapanouse-Saint Martin / Rayssac-Veyrières
- Ville de CARMAUX : Centre ville / Cerou Candou / Verrerie
- Ville de GAILLAC : Catalanis / Lentajou
- Ville de GRAULHET : Centre ville / Crins I - Crins II / En Gach

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et notamment :

- Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an,
- Bénéficiaires de minima sociaux ou ayant droit,
- Jeunes de moins de 26 ans sans qualification ou sans expérience éloignés de l'emploi,
- Demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés,
- Bénéficiaires des allocations spécifiques (ASS, AI, AAH et d'invalidité)
- Demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans éloignés de l'emploi.
- Personnes relevant du dispositif IAE
- La **possibilité d'employer des femmes répondant à l'un des critères précédents devra être étudiée.**

- Les modalités de mise en œuvre

L'attributaire retenu réserve le nombre d'heures minimum imposé à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1) 1ère modalité : le recours à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2) 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3) 3ème modalité : l'embauche directe par le titulaire du Contrat ou dans le cadre d'un des contrats associés ;
- 4) D'autres modalités peuvent être imaginées en lien avec les acteurs sociaux

La Communauté d'Agglomération du Grand albigeois est désignée comme facilitateur dans le cadre de la mise en œuvre des heures d'insertion. Les entreprises sont invitées à contacter Mme Césarine HULOT (Lundi et jeudi : 05.63.49.34. 64 ; Mardi, mercredi, vendredi : 05.63.49.15.00 ou courriel : cesarine.hulot@grand-albigeois.fr) qui sera en mesure de proposer des candidats répondants aux besoins et aux critères d'insertion.

Les modalités pratiques que prendra la proposition de l'entreprise en faveur de l'insertion et de l'emploi feront l'objet d'un engagement contractuel.

Les heures d'insertion devront être réparties selon un découpage « prestations d'études » et « exécution des travaux ».

Les objectifs qualitatifs en matière d'insertion sont les suivants :

Objectif	Indicateur	Cible
Favoriser l'emploi des jeunes de 18 à 25 ans	% des jeunes de 18 à 25 ans bénéficiaires des clauses sociales	15%
Favoriser l'emploi des femmes	% des femmes bénéficiaires des clauses sociales	10%
Mettre en place des parcours d'insertion qualifiants	% d'individus ayant bénéficié de parcours d'insertion qualifiants dans le cadre du projet Cantepau Demain	10%

Les modalités opérationnelles de mise en œuvre de l'action d'insertion seront précisées par les entreprises au maître d'ouvrage au moment de la mise au point du marché ou par avenant.

3-2-2-3 Pénalités relatives à l'insertion :

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, il subira une pénalité égale à 50 € TTC par heure d'insertion non réalisée, **dans la limite de 5% du montant initial TTC du marché. Toutefois, cette pénalité ne sera pas due s'il s'avère que la cause est étrangère au fait du titulaire.**

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 € TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

En outre, dès lors que le montant maximum de la pénalité est atteint et après mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, et à ses frais et risques.

3-2-2-4 Suivi de l'insertion :

Ces dispositions feront l'objet d'un suivi en cours d'exécution du marché et d'une évaluation en fin d'exécution. L'entreprise devra nommer un ou plusieurs tuteurs professionnels chargé d'encadrer le personnel en insertion et de faire le lien avec les maîtres d'ouvrage et la facilitatrice de clauses.

3 - Décomposition en tranches et en lots

3-1 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-2 Lots

Les travaux sont décomposés en **08 lots** selon la liste ci dessous :

- **Lot 01 : Démolitions**
- **Lot 02 : Gros Oeuvre – Façades**
- **Lot 03 : Étanchéité – revêtement de sols extérieurs**
- **Lot 04 : Serrurerie**
- **Lot 05 : Menuiseries extérieures**
- **Lot 06 : Électricité**
- **Lot 07 : Plomberie – Ventilation - Chauffage**
- **Lot 08 : Aménagement de la dalle**

4 - Spécifications techniques

Les offres doivent être établies conformément aux **normes** applicables en France, à des normes nationales en vigueur dans un autre état membre de l'union européenne transposant les normes européennes, à des labels écologiques nationaux ou internationaux ou leurs équivalents, à des **agréments techniques européens** ou aux spécifications techniques nationales en vigueur dans un autre état membre de la Communauté européenne en matière de conception, de calcul et de réalisation des ouvrages et de mise en œuvre des produits.

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du dossier de la consultation fixent les normes homologuées existantes applicables aux travaux considérés.

Certains documents du dossier de la consultation peuvent faire référence à des marques. Ces indications de marque ont valeur de spécifications techniques. Elles s'entendent obligatoirement avec la notion "ou techniquement équivalentes". Ainsi lorsque des marques sont précisées, le candidat a la possibilité de présenter des matériaux, produits ou fournitures jugés équivalent(e)s du point de vue technique et qualitatif.

5 - Obligations particulières du cocontractant

Sans objet.

6 - Contenu du dossier de la consultation

- 1.le présent règlement de la consultation (R.C.)
- 2.l'Acte d'Engagement (A.E.), un par lot,
- 3.le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- 4.le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), un commun et un par lot,
- 5.le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.), un par lot,

6.les plans,

PIÈCES GRAPHIQUES

Plans Urbanistes & Architectes

A- <u>ETAT DES LIEUX & PROGRAMME</u>		
01 Plan EDL RdD		Urbicus
02 Plan repérage des travaux		Astruc
03 Vues 3D EDL		Astruc
B- <u>AMÉNAGEMENT DE LA DALLE</u>		
01 Plan Démolitions RdD		Astruc
02 Plan masse général d'aménagement		Urbicus
03 Plan de plantation et d'arrosage		Urbicus
04 Plan Projet RdD		Astruc
05 Camet de coupes de principes		Urbicus
06 Camet de détails		Urbicus
07 Camet de fournitures		Urbicus
08 Vues 3D Projet		Astruc
C- <u>RÉFECTION DES COURSIVES</u>		
01 Repérage façades Bât. A		Astruc
02 Repérage façades Bât. B		Astruc
03 Plan R+1 Bât. A (384)		Astruc
04 Plan R+1 Bât. B (386)		Astruc
05 Plan R+1 Bât. B (370)		Astruc
06 Coupes Dalle Haute (A - B - C)		Astruc
07 Coupes Dalle Basse (D - E - F - G)		Astruc
08 Facades		Astruc
09 Camet de Détails étanchéité		Astruc
10 Calepinage sous-faces coursives		Astruc
11 Camet de Menuiseries extérieures		Astruc
D- <u>CENTRE SOCIAL & LOCAL ASSO. "RÉPARATION VÉLOS"</u>		
01 Plans démolitions Centre social		Astruc
02 Plans EDL/Projet Local "Réparation Vélos" RdC & Coupe H		Astruc
03 Plans EDL/Projet Local "Réparation Vélos" RdD & Coupe I		Astruc

Plans BET

<u>Gros-Œuvre</u>	E- <u>PLANS TECHNIQUES</u>	
	01 Plans d'ensemble	INSE
	02 Plans Zone couverte + Local vélos	INSE
<u>Electricité</u>	03 Plan RdC / Parking	INSE
	04 Plan RdD	INSE
<u>CVC - Plomberie</u>	05 Plan RdC / Parking	INSE
	06 Plan RdD	INSE

7.le Cadre de mémoire technique de l'offre,

8.le PGCSPPS

9.le RICT,

10.le planning prévisionnel et phasage et installations de chantier,

11.le diagnostic solidité (structure porteuse dalle dans parking)

12.le diagnostic technique amiante

- 13. le rapport sondages étanchéité,
- 14. l'arrêté du permis de construire,
- 15. l'attestation de visite,
- 16. les pièces administratives (DC1, DC2),

Le candidat conservera par-devers lui le Règlement de la Consultation, le CCAP, les CCTP, les plans, le PGCSPS, le RICT, le planning prévisionnel et phasage et installations de chantier, le diagnostic solidité, le diagnostic technique amiante, le rapport sondages étanchéité, l'arrêté du permis de construire

7 - Dossier de la consultation - Cautionnement

Les pièces nécessaires à la consultation des candidats à ce marché leur seront remises gratuitement.

8 - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

8.1 – Variantes

Les variantes sont interdites.

8.2 – Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

9 - Durée de validité des offres

Les candidats sont liés par les offres qu'ils ont déposées jusqu'à l'expiration de leur délai de validité. Ils ne peuvent donc ni les retirer ni leur en substituer de nouvelles pendant ce délai.

Le délai de validité des offres est fixé, pour la présente consultation, à **120 (cent vingt) jours**.

La date de départ du délai de validité des offres est la date limite de réception des plis telle que fixée à l'article 16 du présent règlement.

10 - Modification de détail au dossier de la consultation

L'administration se réserve le droit d'apporter au plus tard **7 jours avant la date limite** fixée pour la remise des offres **des modifications de détail** au dossier de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié **sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet**.

Tous les candidats authentifiés ayant retiré le dossier de consultation soit par voie électronique soit par courrier recevront alors le dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la **date limite** fixée pour la remise des offres était **reportée**, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

11 - Groupement des offres

En application des dispositions des articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de **groupement solidaire** ou de **groupement conjoint**, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des prestataires membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribués dans le marché.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

Dans les deux formes de groupements, l'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de la personne responsable du marché et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la **répartition détaillée des prestations** que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

Pour l'exécution du marché, il est demandé expressément **que le mandataire conjoint soit solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

D'autre part, en application de l'article R2151-7 du CCP, il est interdit à **un même candidat de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et à la fois en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements pour un même lot.**

Aucune forme de groupement n'est imposée.

12 - Sous-traitance

Le ou les titulaire(s) pourra(ont), dans les conditions prévues aux articles L2193-1 à L2193-14 du code de la commande publique, sous-traiter une partie des prestations objet du marché, à la condition d'avoir déclaré préalablement chaque sous-traitant et d'avoir obtenu leur acceptation par le maître de l'ouvrage.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être constatés par un « acte spécial » signé, au moins, de deux parties (la Collectivité, le titulaire), au mieux des trois parties (la Collectivité, le titulaire et le sous-traitant), précisant tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G applicable aux marchés publics de travaux, dans les conditions fixées aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique.

Dans le cas où l'« exemplaire unique » aurait été délivré, l'acceptation du sous-traitant ne pourra avoir lieu que si le titulaire retourne à la collectivité, **en même temps** que la demande d'acceptation du sous-

traitant, soit cet « exemplaire unique », soit la mainlevée, totale ou partielle, de cession ou de nantissement de créance délivrée par l'organisme auprès duquel la créance a été cédée ou nantie.

13 - Durée du marché

La **durée** du marché sera comprise à l'intérieur des deux dates suivantes.

Début du marché : la date de notification du marché qui aura valeur d'ordre de service de démarrage de la période de préparation et de démarrage des travaux.

Période de préparation : la période de préparation des travaux est de 2 mois

Le délai global d'exécution des travaux pour l'ensemble des lots est de 17 mois y compris préparation conformément au planning joint à la présente consultation.

Les articles R2182-4 et R2182-5 du code de la commande publique prévoient que « L'acheteur notifie le marché au titulaire. Les marchés des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics prennent effet à la date de réception de la notification du marché au titulaire sous réserve du respect des dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité ».

Terme du marché : la date de réception sans réserve des derniers travaux exécutés au titre du marché.

14 - Conditions d'exécution

Les conditions d'exécution sont précisées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

15 - Prix du marché et modalités de sa détermination

Les conditions de prix sont précisées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

16 - Transmission des offres - Pièces et documents à produire par les candidats

Les candidats ne pourront adresser leur offre que par dépôt électronique sur le profil d'acheteur de la ville d'Albi : <https://webmarche.adullact.org/>

Les dépôts sous format « papier » ne sont plus autorisés, toute offre papier (hors copie de sauvegarde) sera automatiquement rejetée.

En application des articles L2132-2 et R2132-1 à R2132-6 du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et répondre de manière électronique via le site Internet [HTTPS://WEBMARCHE.ADULLACT.ORG/](https://webmarche.adullact.org/)

Le retrait du DCE n'oblige pas le soumissionnaire à déposer une offre.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, les soumissionnaires doivent impérativement tenir compte des indications suivantes.

1. Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises

Vous pouvez télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises de la consultation référencée soit de manière anonyme, soit en vous inscrivant. Attention vous ne serez avertis en cas de modification de la consultation ou de réponses à des questions posées que si vous vous êtes inscrits.

En cas d'inscription, le soumissionnaire doit renseigner obligatoirement pour télécharger le DCE :

- le nom, prénom, fonction et adresse de la personne physique effectuant le retrait du DCE électronique.
- Une adresse électronique valide afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou modifications.

Afin de pouvoir décompresser, lire et imprimer les documents mis à disposition par la personne publique, le soumissionnaire doit disposer d'un poste de travail en environnement Windows, muni :

- Soit des logiciels permettant la lecture des fichiers aux formats énumérés au 3 « Formats des fichiers électroniques échangés ».
- Soit de visionneuses.

2. Conditions d'envoi des offres électroniques

2-1 Conditions d'envoi

En application de l'article R2132-3 du code de la commande publique, les candidats doivent remettre candidature et offre de façon dématérialisée.

Les candidats peuvent envoyer une copie de sauvegarde dans les conditions suivantes, et selon l'article R2132-11 du CCP et de l'arrêté du mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.
- Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ». Le pli mentionnera également la dénomination de l'entreprise ainsi que le numéro de dépositaire fourni lors de la réponse électronique (visualisable dans l'accusé de réception reçu par mail).

Le contenu de l'offre dématérialisée doit être conforme aux préconisations du présent article du Règlement de Consultation relatif à la présentation des propositions.

2-2 Authentification

Les plis devront être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées à l'article 1316 à 1316-4 du code civil. La famille des certificats électroniques utilisés par le soumissionnaire doit être référencée par le Ministère chargé de la réforme de l'Etat (liste disponible à l'adresse suivante : [HTTP://WWW.ENTREPRISES.MINEFI.GOUV.FR/CERTIFICATS/](http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/)). Ces certificats devront être en cours de validité à la date de la signature. Les frais d'acquisition d'un certificat électronique sont à la charge du candidat.

2-3 Pré-requis et procédure

Pour déposer sa candidature et son offre par voie électronique, le candidat devra :

- Disposer d'un environnement Windows 2000 ou supérieur
- Disposer d'un navigateur Internet Explorer 5.5 ou supérieur (cryptage 128 bits)
- Disposer d'un accès à Internet dont les frais resteront à sa charge

- Déposer sa candidature et son offre sur le site **[HTTPS://WEBMARCHE.ADULLACT.ORG/](https://webmarche.adullact.org/)** le candidat constitue ses plis, les date, les signe et les dépose sur le coffre-fort informatique de manière sécurisée avec chiffrement (cryptage) automatique.

2-4 Antivirus

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre sera traité préalablement par le candidat par un antivirus régulièrement mis à jour. Conformément à l'arrêté n° NOR : ECOM0620009A du 28 août 2006, tout fichier contenant un virus qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu.

2-5 Date limite de remise des plis

Le dépôt électronique doit obligatoirement être réalisé et terminé avant la date et l'heure limites indiquées dans le présent règlement de consultation. Il est rappelé que la durée d'acheminement de la soumission électronique est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Il est conseillé de procéder au dépôt électronique plusieurs heures avant la limite indiquée dans ce règlement de consultation.

3. Formats des fichiers électroniques échangés

Les formats des fichiers électroniques échangés entre la personne publique et les soumissionnaires doivent appartenir à la liste exhaustive suivante :

Typologie des fichiers	Extensions correspondantes
▪ le format PDF (mode non révisable)	.pdf
▪ le format texte universel (mode révisable)	.rtf
▪ le format bureautique ouvert ODF (mode révisable, format ouvert, normalisé ISO)	.odt pour les textes .ods pour les feuilles de calcul .odp pour les présentations de diaporama .odg pour les dessins et graphiques
▪ le format bureautique propriétaire de Microsoft (mode révisable)	.doc ou .docx pour les textes .xls ou .xlsx pour les feuilles de calcul .ppt ou .pptx pour les présentations de diaporama
▪ le format de CAO « OpenDWG » (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques ou le format PDF 1.7 (mode non révisable, normalisé ISO, conservation des calques)	.dxf
▪ le format propriétaire DWG (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques ou le format propriétaire DWF (mode non révisable)	.dwg
▪ les formats images JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies, pour les images	.jpg .png .tif
▪ les formats audio MP3 (format compressé - qualité ordinaire) ou WAV (format non compressé - haute qualité) pour les fichiers sonores	.mp3 .wav
▪ Le format vidéo MPEG-4	.mp4

Il est recommandé de compresser les fichiers, en utilisant des logiciels du type 7-zip ou .zip.

Le pli électronique contiendra :

- **L' acte d'engagement (A.E)** un par lot, et son annexe clause sociale pour les lots 1, 2, 3, et 8 - rempli(s) et signé(s) ;
- **Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** rempli et signé, un par lot ;
- **La note présentant les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier** établie sur la base du cadre joint au présent dossier de consultation, un par lot ;
- **Le mémoire justificatif sur la méthodologie et les dispositions propres à l'entreprise sur ce chantier ; ainsi que la présentation des caractéristiques techniques des produits et matériaux** établi sur la base du cadre joint au présent dossier de consultation, un par lot ;
- **La notice environnementale (1A4 maxi)** établie sur la base du cadre joint au présent dossier de consultation, un par lot ;
- **La notice insertion sociale** établie sur la base du cadre joint au présent dossier de consultation, un par lot **pour les lots 1, 2, 3 et 8 ;**
- **La lettre de candidature**, établie sur l'imprimé « **DC1** » joint au dossier de la consultation,
- **La déclaration du candidat**, jointe au dossier de consultation, établie sur l'imprimé « **DC2** »,
- **Les Qualifications des entreprises ou références équivalentes.**
 - Lot 01 : Qualification 1112 - Démolition – déconstruction
 - Lot 02 : Qualification 2111 - Maçonnerie et ouvrages en béton armé
 - Lot 03 : Qualification 3212 - étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles
 - Lot 04 : Qualification 4411 – Serrurerie-métallerie
 - Lot 05 : Qualibat 3521
 - Lot 06 : Qualifelec E2 ou Moyen-gros tertiaire-industrie
 - Lot 07 : Qualibat 5111
 - Lot 08 : QualiPaysage Aménagements paysagers, Arrosage automatique, Végétalisation extérieure du bâti
- **Une déclaration sur l'honneur**, dûment datée et signée, d'avoir souscrit, au **31 décembre 2023**, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et avoir effectué le paiement des impôts et cotisations exigibles à cette date ; ou l'état annuel des certificats reçus

Possibilité de fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne. Le **Service DUME** est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4 de la Direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers ou du programme « Marché Public Simplifié » (MPS) développé par le Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique (SGMAP) permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils sont pressentis, au terme de la procédure, ils devront, pour être retenus, fournir obligatoirement, dans le délai imparti, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière d'impôts et de cotisations sociales.

Le candidat établi dans un état membre de l'union européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles prévues pour le candidat établi en France.

- **Une attestation d'assurance,**
- **Si le candidat est en redressement judiciaire**, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et la justification de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché

- **La preuve de la capacité de l'entreprise** peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant des capacités professionnelles et techniques à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;

La date limite de réception des plis est fixée au :

Vendredi 31 mai 2024 à 12 heures 00

Les plis contenant les offres qui seront reçus après la date et l'heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence ne seront pas examinés et seront retournés à leur expéditeur.

Les offres devront obligatoirement être établies sur les imprimés fournis par l'administration ou à partir de ces documents mais sans y apporter de modification.

Tout complément utile et/ou toute modification devront être apportés sur un document annexe présentant les ajouts ou suppressions proposés par le candidat.

17 - Critères de sélection des offres

La collectivité écartera toute offre jugée non conforme au regard des informations contenues dans le cadre de vérification de conformité.

Les candidats devront disposer des qualifications ou références équivalentes suivantes :

- Lot 01 : Qualification 1112 - Démolition – déconstruction
- Lot 02 : Qualification 2111 - Maçonnerie et ouvrages en béton armé
- Lot 03 : Qualification 3212 - étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles
- Lot 04 : Qualification 4411 – Serrurerie-métallerie
- Lot 05 : Qualibat 3521
- Lot 06 : Qualifelec E2 ou Moyen-gros tertiaire-industrie
- Lot 07 : Qualibat 5111
- Lot 08 : QualiPaysage Aménagements paysagers, Arrosage automatique, Végétalisation extérieure du bâti

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères de choix tels que définis et pondérés ci-dessous :

1. Le prix : 50 %,

La notation sera obtenue à partir de la formule de calcul suivante :

Note = 50 x (prix de l'offre moins disante/prix de l'offre notée)

2. La valeur technique : 40 %,

La valeur technique de l'offre sera jugée à partir des éléments et des 3 sous critères suivants :

- **Une note présentant les moyens matériel et humains affectés à l'opération noté sur 20 contenant au minimum :**
 - expérience de l'entreprise (2 points)
 - qualité de l'organisation avec les différents intervenants (entreprises, sous-traitants, fournisseurs) et organigramme fonctionnel montrant les moyens humains affectés à l'opération avec notamment le profil du représentant de l'entreprise sur le chantier et le profil du chef de chantier (10 points)
 - adéquation des moyens humains affectés à l'opération avec le planning prévisionnel des travaux (5 points)
 - adéquation des moyens matériels affectés à l'opération (3 points)

- **Un mémoire technique noté sur 20 :**

- Dispositions et méthodologie que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du chantier selon sa spécificité (travaux en milieu urbain, maintien de la circulation piétonne incluant l'accessibilité, maintien des accès aux services présents sur la dalle, surcharge admissible de la dalle, etc.), et la réalisation des ouvrages spécifiques aux présents travaux (10 points)
- Présentation des caractéristiques techniques des produits et des matériaux proposés et qualité de la justification de la conformité des produits au regard des prescriptions du CCTP (10 points)

3. La valeur technique : 10 %,

- **Notice environnementale pour les lots 4 à 7 (1 A4 maxi) notée sur 10 points**

Dispositions spécifiques à cette opération, prises par l'entreprise en matière d'environnement détaillant en particulier les dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier.

- **Notice environnementale pour les lots 1, 2, 3 et 8 (1 A4 maxi) notée sur 5 points**

Dispositions spécifiques à cette opération, prises par l'entreprise en matière d'environnement détaillant en particulier les dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier.

- **Notice insertion sociale pour les lots 1, 2, 3 et 8 notée sur 5 points**

Dispositions spécifiques à cette opération, prises par l'entreprise en matière d'insertion détaillant les modalités de sa participation à l'insertion de personnes en difficulté d'accès au marché de l'emploi.

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue.

La collectivité écartera les offres jugées anormalement basses après avoir demandé des précisions sur l'établissement du prix en cas de suspicion et ne pas avoir obtenu de justifications suffisantes.

La ville d'Albi s'engage à détecter les offres anormalement basses en recourant à la méthode retenue conjointement par la Fédération Française du Bâtiment et l'Association des Maires de France ou toute autre méthode de nature comparable.

18 - Unité monétaire

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire « euro ».

19 - Mode et délai de règlement du marché

Le mode de règlement choisi par l'administration est le mandat administratif.

Le délai de règlement global est fixé à 30 jours calendaires maximum à compter de la date certaine de réception de la facture ou du mémoire, le cachet de la collectivité ou un récépissé (ou accusé) faisant foi.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

20 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement relatif à cette consultation, les candidats pourront s'adresser, jusqu'à la date et l'heure limites de réception des plis telles que fixées à l'article 16 du présent règlement, par l'intermédiaire du profil acheteur de la ville d'Albi : <https://webmarche.adullact.org/>